

Les Français entretiennent avec le libéralisme une relation passionnée : ce mot signifie pour eux capitalisme, mondialisation et paupérisation. Retour sur quelques malentendus.

## « Je t'aime, moi non plus » Les Français face au libéralisme

PAR CATHERINE GOLLIAT

« **N**i Thatcher ni Reagan. » En juillet 2006, Nicolas Sarkozy, président de l'UMP et candidat à la présidentielle, sème le trouble parmi ses troupes : il abandonne le thème de la rupture, qu'il défend depuis des mois, pour un discours plus social et moins décoiffant. « Le pragmatisme est sa marque », explique alors, comme pour l'excuser, le ministre Renaud Dutreil, l'un de ses supporters. Il est vrai qu'au sein de son propre camp il ne convainc pas tout le monde : le gouvernement de Dominique de Villepin essaie à tout prix de reconquérir les cœurs en jouant la carte « sociale » : augmentation du Smic, assurance « loyer » pour les propriétaires... De quoi faire s'étrangler les partisans de l'orthodoxie budgétaire : toujours plus de charges, toujours plus d'impôts. Déjà, le déficit public explose, le système de protection sociale est en quasi-faillite, les entreprises estiment crouler sous les charges sociales... Ô Bastiat\* (cf. p. 60), ô Nozick\* (cf. p. 88), pourfendeurs de l'État spoliateur, que n'êtes-vous entendus, pleurent les durs du libéralisme !

Mais en ce début de campagne, Sarkozy se veut prudent : face à une Ségolène Royal, candidate du PS et incarnation de la modernité, mieux vaut ne pas passer pour le croquemitaine libéral. Le candidat le mieux placé à droite a donc assoupli sa ligne : pas question de baisser les impôts « par idéologie ». La baisse, si elle se fait, se fera « de manière ciblée pour stimuler l'économie ». L'impôt sur la fortune (ISF), imposé par les socialistes en 1988, a peut-être encore de beaux jours devant lui... Quant à la baisse du déficit budgé-

taire, elle n'est plus une fin en soi. « La nécessaire lutte contre les déficits n'a aucune chance d'être remportée si elle constitue l'alpha et l'oméga de toute notre stratégie économique », explique doctement celui qui promettait hier de rééquilibrer les comptes. L'orthodoxie budgétaire, fer de lance de la gestion libérale classique, pourrait bien ne pas passer par lui. « Son cas est typique, constate un observateur averti. Les politiques français savent qu'il est urgent d'agir mais ils ne veulent pas prendre de risques. »

### L'ère du surendettement

Urgent d'agir ? Certes. L'état de la France n'est pas au top : un taux de chômage important malgré les efforts de l'État pour « fabriquer » des emplois (plus de trente contrats de travail, dont la majorité sont subvention-

nés) ; une frange importante de la population qui vit dans la précarité ; une école de la République de moins en moins efficace ; des universités et des laboratoires de recherche qui crient famine ; un système de protection sociale (Sécurité

sociale, retraite, chômage) qui croule sous les déficits. Pour couronner le tout, la dette de l'État atteint mille milliards d'euros, sans compter la charge représentée par la retraite des fonctionnaires, également estimée à mille milliards d'euros.

Or l'exécutif n'arrive pas à faire passer les réformes de fond. En vingt ans, aucun gouvernement n'a réussi à mener à son terme la réforme des retraites, faute de pouvoir remédier au déficit des pensions du service public. Ces régimes par répartition qui

« Les politiques savent qu'il est urgent d'agir mais ils ne veulent pas prendre de risques » – un observateur de la vie politique française.

ont aujourd'hui moins de cotisants que de retraités sont renfloués par le contribuable et, s'ils sont réintroduits dans le régime général, c'est souvent en partie aux frais des salariés du secteur privé qui, faute de transparence, ignorent le tour de passe-passe. Injuste ? Oui, et c'est un comble pour un système inspiré d'abord par le souci d'égalité ! Mais ce n'est pas la seule injustice d'un système de protection qui est pourtant l'un des plus généreux du monde : fondé essentiellement sur le salariat, il profite d'abord à ceux qui ont un emploi. Cas typique : la réduction du temps de travail à 35 heures. Cette mesure a permis d'augmenter la producti-

tivité au bénéfice des entreprises, et le nombre de jours de congés au profit des salariés déjà en poste, sans apporter les emplois annoncés. Résultat, la France se fendille : les fonctionnaires contre les salariés du privé, les titulaires d'un contrat à durée indéterminée contre ceux qui n'ont qu'un contrat précaire (CDD, intérim...), les jeunes contre les vieux,

les banlieues à forte population immigrée et à fort taux de chômage contre le reste de la nation.

Le blocage est politique : la peur de la rue. Réformes de la Sécurité sociale, des régimes spéciaux, du contrat première embauche (CPE) ? Dès qu'un gouvernement veut réduire un avantage, les protestataires bloquent les rues. « Veut-on proposer des réformes ? On est alors taxé de libéral, voire d'ultralibéral », constate, médusé, le journaliste américain Peter Gumbel dans

son livre *French Vertigo* (Grasset, 2006). Le libéralisme, c'est le grand Satan. Contre lui se rassemblent les extrêmes, de droite (Front national de Jean-Marie Le Pen ; Mouvement pour la France de Philippe de

Villiers) comme de gauche (Parti communiste, LCR, altermondialistes d'Attac...), mais aussi de nombreux adhérents du Parti socialiste ou de l'UMP.

La faute à Adam Smith\* (cf. p. 34) ? Assimilé à la mondialisation et au capitalisme, le libéralisme que critiquent les antilibéraux a peu à voir avec le libéralisme classique, même économique. Il est conservateur,

Inspiré d'abord par le souci d'égalité, notre système de protection sociale génère pourtant des injustices.

## LIBÉRALISME CONTRE CAPITALISME

Le libéralisme n'est pas le capitalisme. Il n'a d'ailleurs rien à voir avec lui. Tel est le postulat paradoxal que défend, dans *Le Libéralisme contre le capitalisme* (Fayard, 2006), Valérie Charolles, philosophe et conseillère à la Cour des comptes. « C'est vrai que nous subissons l'économie, explique-t-elle, qu'il est difficile de faire la part des choses entre pratique, théorie et discours. Mais nous nous trompons d'ennemi. Nous sommes persuadés de vivre dans un monde libéral, alors que le capitalisme qui nous gouverne n'a que peu à voir avec la théorie libérale. »

Pas libéraux alors, les privatisations, l'Organisation mondiale du commerce, les marchés financiers, la flexibilité du travail ? « De quoi parlons-nous ? Il est urgent de revenir aux fondements de la pensée libérale. Pour Adam Smith, le marché est le pendant de la démocratie. Il repose sur la reconnaissance de la liberté de chacun et de sa capacité à être partie prenante de la sphère économique : le travail, source de la richesse, est la valeur fondamentale.

La concurrence, à ses yeux, sert à garantir que le mouvement du marché ne débouchera pas sur des positions de domination, mais permettra un équilibre à long terme où les profits seront modérés et le travail accessible à tous. Trois notions sont donc fondamentales pour Smith : le travail, la concurrence et l'équilibre. »

Valeurs qui, à l'évidence, ne sont pas les fondements du capitalisme d'aujourd'hui. Le travail ? « La comptabilité des entreprises reflète de manière éclatante le peu de cas que le capitalisme fait du travail : un salarié n'apparaît que comme coût alors qu'un logiciel va apparaître à la fois comme coût et comme valeur. C'est une situation étrange dans une économie de la connaissance où la matière grise est censée être une valeur fondamentale. Seules de grandes sociétés, comme les groupes internationaux de conseil, ont pris conscience que leur richesse réside dans leurs collaborateurs. » La concurrence ? « Le libéralisme la vénère, les capitalistes ne l'aiment pas : ils n'ont de

cesse de se rapprocher pour la supprimer. L'économie vit ainsi au rythme des fusions et des concentrations, le plus gros mangeant le plus faible. » L'équilibre ? « Nous sommes dans une économie marquée par une accélération à tout prix des profits et une vision à court terme, alors que, si nous étions fidèles à Smith, nous serions à la recherche d'un équilibre à long terme. Soit une croissance équilibrée qui serait économe en ressources naturelles. Le libéralisme n'est pas incompatible avec le développement durable. » Et avec l'égalité, la vieille passion française ? Là encore, les pays réputés « libéraux » peuvent donner des leçons aux Français. Le rapport profit-salaire ? Il est plus avantageux pour le salarié aux États-Unis qu'en France, où le pouvoir des salariés est réduit et où la faiblesse des rémunérations directes est compensée par l'État providence. Idem pour la fiscalité, qui, en France, taxe beaucoup plus le travail que les revenus financiers. Alors, anticapitaliste le libéralisme ?

C. G.